

ANALYSE. L'expulsion de la Zad de Notre-Dame-des-Landes vire au fiasco



Les barricades ont été rapidement redressées. | FRANCK DUBRAY / OUEST-FRANCE
par Jean-François MARTIN
Modifié le 15/04/2018 à 09h51
Publié le 15/04/2018 à 07h41

Emmanuel Macron avait promis de faire revenir l'état de droit dans la Zad de Notre-Dame-des-Landes. Une semaine plus tard, la situation s'est, au contraire, aggravée.

Dès le premier jour de l'opération, la grosse boulette. Et, du même coup, la renaissance d'un borborygme incommensurable. [Les zadistes de la ferme des 100-Noms](#), « très modérés et prêts à se mettre dans les clous de la légalité » selon de multiples sources, sont expulsés. Leur bergerie et leurs cabanes démolies.

Anecdote ? Non, le lieu est trop emblématique pour nombre de militants écologistes et opposants historiques. Une trahison, crie la délégation, composée notamment de zadistes, qui négocie depuis des semaines, des projets d'installations agricoles alternatifs avec la préfète. La révolte gronde. La pluie de grenades de toutes sortes n'arrange rien.

Promesse tenue

Qu'importe pour le président de la république et le gouvernement. Les images, qui tournent en boucle sur les chaînes télévisées, envoient le message tant souhaité. Celui du retour à l'état de droit dans la Zad. Enfin ! La promesse jupitérienne est tenue.

La preuve que, lui, Emmanuel Macron, ne s'est pas cassé les dents sur la Zad, contrairement à son prédécesseur, qui avait lancé une opération d'évacuation en 2012. En deux temps trois mouvements, la Zad est – presque – revenue un espace agricole totalement apaisé. En provoquant certes de multiples blessés de part et d'autre. Mais sans aucun mort. La bataille médiatique est gagnée.

Sauf que, loin des images et paroles d'éditorialistes, le fin tacticien Emmanuel Macron, qui pilote l'opération en coulisse, s'est bel et bien pris les pieds dans le tapis en avalisant l'expulsion de la ferme des 100-Noms.

Improvisation, méprise, volonté délibérée de montrer les muscles face à ces paysans-zadistes refusant de déposer un projet à leur nom ? Dans tous les cas, une erreur stratégique.

Il reste 68 squats illégaux

Le mouvement, divisé ces dernières semaines, se ressoude illico presto. Modérés et anarchistes refont front commun. Les militants écologistes, en sommeil depuis l'abandon du projet, rappellent dans la zone. Dans le même temps, les 250 zadistes, qui restent dans la zone, sont rejoints par cinq cents autres, au bas mot. Dont plusieurs centaines d'activistes. Prêts à ferrailer durement face aux gendarmes mobiles, voyant dans une blessure une « médaille de guerre ».

La tension monte. Les affrontements se font plus violents. En particulier mercredi. [À tel point qu'Emmanuel Macron décide de stopper les expulsions et les évacuations.](#)

A Notre-Dame-des-Landes. | FRANCK DUBRAY / OUEST-FRANCE

Une semaine d'opération pour quel résultat ? Si vingt-neuf squats ont été détruits, il en reste près de 70. Tout aussi illégaux. Les chicanes de la RD281 ont certes disparu. [Mais désormais une autre route départementale est bloquée par des barricades](#), réinstallées juste après avoir été déblayées.

Le rapport de confiance entre l'État et la délégation chargée de négocier l'avenir de la Zad est aussi bien entamé. Face à la pression, la préfète a finalement proposé à ceux qui désirent créer un projet agricole un formulaire simplifié, bien moins complexe que le précédent. Et a repoussé la date butoir au 23 avril.

Au bout du compte, après plus 4 000 grenades tirées, la situation ne s'est non seulement pas arrangée d'un iota. Mais, au contraire, s'est aggravée par rapport à lundi matin, début de l'opération. Il faudra du temps, beaucoup de temps, pour faire revenir l'état de droit dans la Zad.

Dès ce dimanche, une nouvelle manifestation

L'appel a été lancé par les zadistes et relayé par des mouvements anti-aéroport, écologistes, de gauche... Il s'agit de venir, ce dimanche midi, « **défendre ce qui s'est construit ici en termes d'habitats, de vie collective, de soin apporté à la biodiversité de la zone** », résume la Coordination des opposants, dont fait parti l'Acipa, l'association forte de nombreux comités locaux à travers la France.

« **L'objectif est que ce rassemblement soit large et pacifique**, dit une porte-parole de la Zad. **Il ne faut pas que les gens se laissent impressionner par le dispositif militaire. C'est le droit de manifester qui est en jeu.** »

Samedi, les gendarmes mobiles contrôlaient les routes d'accès à la Zad, ne laissant passer que les piétons.

Notamment pour empêcher des véhicules amenant du matériel pour reconstruire les cabanes et autres logements de bois. Ce dimanche, la *RD281* (route des Chicanes), devrait être interdite la circulation. Le rassemblement a lieu sur le chemin de Suez, à l'écart des zones d'affrontements.